

commerciales restrictives sont autant de raisons de l'espérer. Je souhaite que ces pays pourront se donner un ensemble de priorités relativement bien définies en ce qui concerne les questions concrètes, et qu'ils aborderont les négociations avec une souplesse réelle. Les pays développés doivent être disposés à répondre concrètement à des propositions positives et à présenter eux-mêmes des propositions, mais cette dernière responsabilité incombe tout particulièrement aux 77. Ce sont eux qui tendent à mener ces conférences, qui introduisent la plupart des résolutions et qui donnent le ton général des débats. C'est dans ce contexte que je voudrais évaluer l'incidence prévisible de trois grands développements survenus dans les quelque douze derniers mois: l'accroissement d'environ 150 % des prix pétroliers; l'invasion soviétique de l'Afghanistan; et la publication du rapport Brandt.

Le choc pétrolier

Il est important que nous comprenions bien toute la portée du dernier choc pétrolier. On prévoit qu'il entraînera pour les pays de l'OCDE une perte de revenus d'environ 150 milliards de dollars, soit 2 % du PNB et ce, à l'avantage de l'OPEP. Qui plus est, les économies de l'OCDE seront, au début de 1981, quelque 250 milliards en-deça de la croissance prévue. Au total, il s'agit donc d'une perte de 400 milliards de dollars en un an. Mais ce ne sont pas les seuls pays développés qui paieront la note. Le renchérissement du pétrole fera perdre 30 milliards de revenus aux pays en développement non pétroliers, retranchera quelque 20 milliards de leurs recettes d'exportation étant donné le ralentissement de la croissance de la zone OCDE, et réduira la valeur des autres activités économiques d'environ 25 milliards, ce qui représentera une perte globale de 75 milliards de dollars au début de 1981. Nous pouvons également nous faire une idée de l'ampleur relative du choc en considérant ses incidences sur l'aide. Cette année, l'aide devrait totaliser environ 32 milliards de dollars, soit sensiblement le même montant que la perte directe de revenus que l'enchérissement pétrolier fera subir aux pays en développement. La facture pétrolière globale de 55 milliards de dollars des pays en développement non pétroliers dépassera donc de loin le budget mondial de l'aide. Ces chiffres illustrent les raisons qui nous ont incités au Sommet de Venise à souligner que l'Occident ne pourrait cette fois atténuer les effets du choc sur le tiers monde et que l'OPEP devrait s'occuper elle-même de ce problème.